

### **Déclaration liminaire**

Une fois de plus, à quelques jours d'une échéance importante pour les personnels de l'éducation, pour les élèves, pour les familles, le Président de la République annonce dans une interview des décisions ou volontés à la fois précises et floues, qui ne sont le fruit d'aucune concertation avec les partenaires.

Cela agace voire énerve et insécurise celles et ceux qui font l'École au quotidien.

Ainsi le président affirme que l'éducation fait partie de son domaine réservé. Pour le Sgen-CFDT il s'agit plutôt d'un domaine qui devrait être vraiment partagé avec toutes ses parties prenantes. Réformer le système éducatif sur la base d'un discours public sans prendre en compte ni l'analyse des experts, ni celles des personnels est une démarche vouée à l'échec.

A titre d'exemple, quand le président de la République annonce vouloir faire rentrer dès le 20 août les élèves qui auraient besoin de rattrapage en fonction des résultats à des évaluations (sans se soucier – ou se rendre compte ? du caractère stigmatisant de ses propos), on aimerait bien comprendre l'objectif.

S'agit-il de résorber les difficultés scolaires ? C'est un objectif louable et recherché par tous les acteurs de l'éducation. Le président semble d'ailleurs avoir oublié que des dispositifs « d'école ouverte » existent déjà, grâce à l'engagement de nombreux personnels.

Reste que tout ne se joue pas en 10 ou 15 jours alors que l'année scolaire fait 36 semaines, et que les difficultés scolaires, l'apprentissage ne sont pas une mécanique uniforme et simple. Quel pourrait être le bénéfice d'une telle mesure alors que le ministère refuse par exemple de considérer le problème des effectifs surchargés, de l'école au lycée ? Nous avons dénoncé cette situation à l'échelle de notre département lors des précédents CSA ; et même si les ajustements de rentrée ont permis d'améliorer la situation dans certains établissements – ce dont nous nous réjouissons – nous ne pouvons que constater qu'il reste encore à faire pour que tous les élèves puissent avoir accès à des conditions favorables aux apprentissages.

C'est somme toute lassant de constater qu'une fois de plus, la plupart des annonces de rentrée sont hors-sol, loin de ce qui devrait être au cœur du travail pour l'École et avec les personnels, les parents d'élèves et les élèves – même (ou surtout) si elles émanent du Président. Le Sgen-CFDT dénonce une vision passiviste et mythifiée de l'éducation fondée sur les poncifs de l'autorité, du roman national, et de la critique du « pédagogisme ». Au lieu d'être à l'écoute des attentes et des besoins de la communauté éducative, on impose des solutions qu'on voudrait miracles et qui ont pour résultat de charger encore plus des barques qui débordent : les rythmes scolaires sont plombés par des programmes toujours plus chargés et par la multiplication des évaluations, les personnels – enseignants comme administratifs – contraints de faire toujours plus sans la reconnaissance qu'ils méritent.

Une note positive pour finir : le report en juin des épreuves de spécialités, la réduction des textes à préparer pour l'oral de français en 1<sup>ère</sup>. Dispositions accueillies favorablement, mais qui laissent un goût amer : les professeurs qui les avaient réclamées depuis longtemps par la voix de l'ensemble des représentations syndicales, se seront heurtés toute l'année dernière à la fermeture et au mépris du ministère, voire, sur le terrain, au caporalisme et aux intimidations d'une hiérarchie cramponnée à ses positions dogmatiques.

Ce serait tellement plus simple si le ministère se décidait à faire confiance à l'expertise des enseignants, nourrie du contact avec la réalité des élèves et des établissements...